



## **Les cercles dirigeants palestiniens désirent-ils encore éradiquer Israël?**

Publié le : 18 Juillet 2010 04:41 PM PDT

Par Barry Rubin

<http://rubinreports.blogspot.com/2010/07/does-palestinian-leadership-still.html>

Adaptation : Marc Brzustowski

**Pour © 2010 lessakele et © 2010 aschkel.info**

Avec l'aimable autorisation de **Yeru Aharoni**

**Directeur des Publications/Rédacteur en chef du  
Global Research in International Affairs (GLORIA) Center  
Interdisciplinary Center**



**Un lecteur arabe demande** : Les cercles dirigeants palestiniens désirent-ils encore éradiquer Israël ?

**Réponse** : si nous parlons du Hamas, bien évidemment, oui, il n'y a aucun doute là-dessus et il ne devrait pas y en avoir. Mais le cas de l'Autorité Palestinienne est plus complexe. De nombreux dirigeants de l'AP savent qu'ils ne peuvent pas détruire Israël et que le prix à payer, si jamais il leur prenait d'essayer, serait très élevé pour eux. Un certain nombre d'entre eux, dans leurs pensées secrètes ou leurs préférences personnelles, souhaiteraient une solution durable à deux-Etats. Le Premier Ministre Fayyad est l'un des rares qui a apparemment abandonné cette idée, y compris par son comportement.

Mais, dans un autre recoin de leur esprit, de nombreux dirigeants de l'AP pensent que détruire Israël est une juste fin qui peut être accomplie sur le long terme. Ce qui est particulièrement important est qu'ils enseignent encore cette idée à leur peuple et ne rompent surtout pas avec cette conception en public. Combien d'efforts l'AP a-t-elle faits, en langue arabe, pour promouvoir la notion de solution permanente par laquelle deux états vivraient en paix côte-à-côte, depuis les accords d'Oslo de 1993 ?

De façon remarquable, très peu. Les médias, les textes des livres, les sermons des mosquées, les discours des dirigeants s'expriment rarement en ces termes, lorsqu'ils se font en arabe. Ainsi, la domination continuelle de cette doctrine provoque la violence, le conflit, le radicalisme et fait le lit de la légitimité du Hamas.

**Mais pourquoi donc agit-elle de cette manière?** Quelques-uns tiennent des positions idéologiques radicales et se perçoivent, eux-mêmes et le Fatah, comme une organisation révolutionnaire. C'est une doctrine que tous les documents internes confirment. D'autres comprennent simplement que s'ils devenaient authentiquement et explicitement modérés dans leurs objectifs de long terme, leurs ennemis et rivaux s'en serviraient contre eux.

Ils seraient alors perçus, ou traités comme des traîtres. S'en serait fini de leur carrière et leur survie personnelle serait d'autant en danger, quoi qu'on ne devrait pas exagérer ce dernier point.

Sous cet aspect, on peut distinguer nettement plusieurs catégories parmi les dirigeants du Fatah. Le groupe le plus représentatif est constitué des fidèles d'Arafat qui croient fortement qu'ils peuvent obtenir simultanément les fruits de la modération et du radicalisme, qu'ils peuvent préserver l'AP et même coopérer un peu avec Israël, à l'heure actuelle, tout en gardant l'option pour la violence de côté, sans jamais renoncer à leur espoir de victoire totale. C'est, d'ailleurs, pourquoi l'AP est un partenaire pour le moment, de façon à maintenir le statu quo, mais pas pour construire une paix fondée sur la compréhension mutuelle.

Un autre groupe est conduit par les radicaux de l'OLP qui parlent également de rayer Israël de la carte, mais restent patients quant au moment de passer à l'action. Pour faire un raccourci, la plus ancienne génération parmi eux hait le Hamas ; la plus jeune est désireuse coopérer avec lui au cours d'une troisième Intifada.

Le nombre de vrais modérés authentiquement prêts pour une solution à deux-Etats, pacifique et stable, reste infime.

Ce qui est particulièrement pernicieux, c'est que même si les dirigeants de l'AP eux-mêmes ne combattent pas pour détruire Israël, ils ne feront aucune concession qui fermerait la porte à une victoire totale, dans une autre génération. Ce qui rend pratiquement impossible de conclure un accord de paix.

Un élément critique, ici, repose dans l'exigence d'un "droit au retour" par lequel tous les réfugiés et leurs descendants qui souhaiteraient le faire doivent se voir accorder le droit de vivre en Israël, comme partie intégrante de tout accord de paix. Cette doctrine, acceptée par 82% des Palestiniens, selon un sondage récent, sert de passerelle entre une solution à deux-Etats et une future victoire totale. C'est un mensonge de prétendre que les Palestiniens ne préconisent une solution à un seul état parce qu'Israël ferait blocage sur la solution à deux-états. Tout au contraire, la solution à un seul état (arabe et musulman) est un élément fondamental de l'idéologie palestinienne qui empêche toute solution à deux-Etats.

Encore une fois, il n'est pas question de prétendre que tous les dirigeants palestiniens sont partisans de la ligne dure qui recherche le conflit violent. Beaucoup apprécient réellement l'enrichissement économique et le pouvoir acquis dans l'AP qu'ils ne sont pas prêts à risquer en retournant à un conflit ouvert. Mais cette analyse démontre en quoi le statu-quo est plus aisé à maintenir et qu'un accord de paix est bien plus difficile à obtenir que ne le pensent la plupart des observateurs occidentaux.

L'une des plus mauvaises idées qui soient, promues en Occident, consisterait à réaliser l'union entre l'AP et le Hamas. Cela garantirait la réunification d'une majorité de dirigeants qui souhaitent une confrontation violente et une lutte jusqu'à la victoire finale, à importe quel prix.

On prétend que la création d'un Etat palestinien indépendant rendrait l'AP automatiquement plus modérée. Avides de conserver leur propre état, ils ne le risqueraient pas dans la poursuite du conflit avec Israël. Ils changeraient alors en se préoccupant d'abord d'accumuler des richesses.

Cela pourrait être vrai – malheureusement non, en réalité. Je vais juste être poli – Il y a, pourtant, de très bonnes raisons d'en douter. Après tout, c'était l'argument le plus employé dans les années 1990, pour créer l'AP sous Arafat et visiblement cela n'a pas fonctionné. Disposer d'un état a bien pu, au contraire, enflammer la détermination à obtenir une victoire totale. Le Hamas est resté un facteur important, en tant que facteur de subversion syrienne et iranienne. Des factions rivales se sont probablement efforcées de faire monter les enchères en matière de militantisme, les unes contre les autres, une caractéristique commune dans les pays arabes.

Encore une fois, alors qu'on pourrait soutenir ces différents points, ils représentent un risque à très haut niveau, non seulement pour Israël, mais pour les intérêts occidentaux. Une solution à deux Etats pourrait marcher sous certaines conditions appropriées, mais cela devrait faire l'objet de preuves, non pas seulement de suppositions. Nous saurons vraiment qu'une solution à deux états est possible, souhaitable et susceptible de se réaliser lorsqu'on pourra constater un réel changement de posture chez les dirigeants de l'AP.

**Barry Rubin** est directeur du Centre pour la Recherche Globale en affaires internationales (GLORIA) et éditeur du journal : la revue des Affaires Internationales et du Moyen-Orient (MERIA). Ses derniers ouvrages sont « le lecteur israélo-arabe (7<sup>e</sup> édition), La longue guerre pour la liberté : la lutte arabe pour la démocratie au Moyen-Orient (Wiley), ainsi que La vérité sur la Syrie (Palgrave-McMillan). Le site internet du Centre GLORIA est à l'adresse : <http://www.gloria-center.org> et celle de son blog, Rubin Reports, à : <http://www.rubinreports.blogspot.com>.